



La ville coloniale italienne entre mémoires, représentations et histoire

Romeo Carabelli

► To cite this version:

Romeo Carabelli. La ville coloniale italienne entre mémoires, représentations et histoire. Congrès A.F.E.M.A.M. (Association Française pour l'Etude du Monde Arabe et Musulman), Jul 2003, Paris, France. halshs-01259153

HAL Id: halshs-01259153

<https://shs.hal.science/halshs-01259153>

Submitted on 19 Jan 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La ville coloniale italienne entremémoires, représentations et histoire¹

Romeo Carabelli

L'expérience coloniale italienne

Ce texte propose une brève lecture de l'urbanisme colonial italien durant la période la plus significative de son histoire, celle d'entre-deux guerres.

L'unification du pays date de 1861 et l'actuelle capitale, Rome, a été conquise après une guerre rapide contre l'état du Vatican en 1870. Jusqu'à cette date, les activités et les guerres d'unification étaient à la une et il n'y avait pas de vision coloniale dans les états pré-unitaires qui composaient l'actuelle Italie.

La première des expériences italiennes de projection à l'extérieur fut l'acquisition, en 1869, d'Assab par l'entreprise génoise de transport Rubattino. Il s'agissait d'une aventure privée, bien que favorisée par le gouvernement. La "colonie" se résumait par un petit point d'appui sur le côté africain de la mer Rouge ; le recensement de 1881 lui attribuait 160 habitants sur une surface de six kilomètres carrés (Labanca, 2002, p. 56).

Le gouvernement italien ne décidait d'entreprendre une aventure coloniale que dans les années 1880, bien évidemment avec le rôle de la dernière et de la plus petite des puissances coloniales européennes. En 1882 la propriété de Rubattino sur la mer Rouge fut acquise par l'état, après l'échec diplomatique lié à l'établissement du protectorat français sur la Tunisie, entité longuement considérée comme destinée à l'influence de Rome à cause de l'ampleur de la communauté italienne qui s'y est installé.

En 1885 l'armée italienne profite de la base d'Assab pour se lancer dans l'invasion de l'Érythrée, qui reste sous le contrôle de Rome jusqu'en 1941. En 1889 la pression dans la corne d'Afrique augmente avec l'invasion de l'Éthiopie et de la Somalie, qui prend le nom de Somalialtaliana pour se différencier du Somaliland britannique. L'Éthiopie devient à nouveau indépendante en 1896 avec la bataille d'Adua qu'écrasait le corps expéditionnaire italien.

Le vingtième siècle s'ouvre avec une chance très intéressante pour le lobby colonial : l'Empire Ottoman est en crise et ses territoires ne sont pas tous sous contrôle. Entre autre l'actuelle Libye – à l'époque encore divisée entre Cyrénaïque et Tripolitaine – ne paraissait pas très favorable à la présence turque. En 1911 la guerre se déclenche avec la prise de Tripoli ; le contrôle du pays arrivera beaucoup plus tard mais, finalement, l'ambition d'une colonie méditerranéenne fut réalisée. L'année suivante, sous prétexte de couper la ligne d'aide entre la Turquie et les "rebelles" libyens, l'Italie s'approprie les îles grecques du Dodécanèse.

Entre les deux guerres le pays dérape vers le régime fasciste qui, officiellement, fut au pouvoir du 1922 au 1943. Dans ce *Ventennio* il y a eu un constant essai pour élargir les possessions en terres. Cet élargissement fut recherché par des campagnes militaires dans l'outremer mais aussi par des tentatives assez amusantes, comme la proposition faite au gouvernement français de renoncer, presque gratuitement, à un large couloir territorial qui allait du sud de la Libye jusqu'à l'Océan Atlantique, pour permettre un lien océanique aux territoires sous contrôle italien.

Dans les années 1930, le régime s'oriente vers l'expansion coloniale et il dirige l'effort dans tous les terrains coloniaux : les Iles Italiennes de l'Égée (le nom officiel du Dodécanèse) reçoivent le statut officiel de colonie en 1930, l'action du général Graziani en Libye annihile les "rebelles", l'Éthiopie fut (re)conquise en 1935 pour former, avec l'Érythrée et la Somalie, l'Afrique Orientale Italienne (AOI) ; territoire de l'Empire italien proclamé le 9 mai 1936. Finalement en 1939, l'Albanie fut occupée militairement. Au moment historique dans lequel les puissances coloniales étaient en train de consolider leurs possessions et de profiter des ressources existantes, l'Italie abordait sa phase d'expansion.

¹Romeo CARABELLI, Paris, coll. « Congres A.F.E.M.A.M. (Association Française pour l'Etude du Monde Arabe et Musulman) », 2003.

L'expansion des années 1930 était reliée directement avec le mythe de la grandeur nationale qui était en vogue à l'époque. Même dans des champs comme ceux de l'architecture et de l'urbanisme se montraient les mythes de la conquête territoriale ; le régime utilisait le pouvoir sémantique des nouvelles réalisations et les activités de construction comme un riche espace pour l'action et la propagande. Le dictateur lui-même dirigeait le rôle :

"Mussolini è il costruttore, il regime fascista un cantiere e questa è l'età nella vita del mondo della ricostruzione italiana. La mente del Duce non s'arresta alle fasi intermedie nello sviluppo del pensiero; va immediatamente alla soluzione costruttiva. Egli è l'architetto." (Oragno, 1937, p. 7).

Dans les années 1930, l'aménagement et l'architecture fasciste étaient suffisamment développés, techniquement compétents et capables pour pouvoir proposer un propre langage dans la réalisation des nouvelles implantations. L'apologie de la conquête, qui composait intimement le fascisme, produisait des paradigmes architecturaux et urbanistiques qui se diffusaient dans tout le pays et dans les colonies.

Les processus rhétoriques de la colonisation italienne se sont développés par une amplification des idées et rêves d'expansion qui étaient pour la plus part déjà évoqués pendant la première phase de l'expansion, entre les années 1880 et les années 1920. Déjà le gouvernement libéral de Francesco Crispi avait rappelé la possibilité d'instaurer des colonies de peuplement ; hypothèse qui fut reconsidérée pendant le gouvernement de Giovanni Giolitti en 1911 au moment de l'invasion de la Libye. In fine, cette idée de colonie de peuplement s'est réalisée dans les années 1930.

Le modèle global fasciste, et son nouvel homme archétypique, organisait la structure sociale et matérielle des réalisations dans toutes les colonies. Au-delà, le contrôle fasciste du territoire n'était pas limité aux colonies mais il se répandait en Italie aussi et, de manière particulière, dans les espaces de nouvellement (re)territorialisés. Là les populations italiennes étaient considérées comme un "terrain" à coloniser. L'idée d'instituer un nouveau modèle se développe à l'intérieur du pays, tout en le considérant comme un modèle à propager à l'ensemble de la population.

"La hiérarchie des populations colonisées n'a aucune signification sans les Italiens, dans la mesure où ce sont eux qui donnent son orientation à leur échelle de représentation. Dans cette perspective, il convient de considérer les Italiens eux-mêmes comme une des populations cible des techniques coloniales. Le narcissisme du colonialisme italien procède directement du besoin de soumettre à de nouvelles normes, en cours d'élaboration, des sujets considérés comme prémodernes ou pré-nationaux - des individus dépourvus de droits civiques, devant être façonnés par le moule étatique, vivant le plus souvent hors d'un logement civilisé et habitant de préférence des huttes de paille ou des cavernes. Parmi toutes les populations à coloniser, les Italiens étaient véritablement, pour les colonisateurs, la plus problématique." (Fuller, 1997).

Dans cette stratégie de propagation des points forts de la doctrine, la production architecturale et urbanistique furent chargés d'un rôle très important : représenter de façon matérielle le "Ordre Fasciste". L'architecture et l'urbanisme étaient la scénographie du nouvel ordre et leurs paradigmes furent dispensés dans tout ce que deviendra le futur empire italien.

La diffusion des formes et des idées s'est réalisée par les directives, par les influences culturelles, mais aussi par la circulation des mêmes personnages dans le "*Impero*". L'Albanie, en tant que dernière acquisition, montre clairement ce caractère. Par exemple, l'ingénieur Luigi Luiggi était le premier à travailler sur le port et la vieille ville de Tripoli en 1911 et on le retrouve dans le port albanien de Durazzo en 1929. L'architecte Gherardo Bosio travaillait sur le plan d'urbanisme de Gondar (Éthiopie) en 1936 et de celui de Tirana en 1939, plan qui se basait sur le précédent réalisé par Brasini, lui-même actif en Italie et Libye.

À cause de ces raisons, on peut observer, comparer et évaluer une similarité (ou non) entre quelques-uns des produits imaginés et réalisés pour l'Italie et ceux qui le sont pour la colonie.

Domination territoriale, règles fascistes et architecture

Le "noyau dur" de l'idéologie fasciste intégrait la notion de domination territoriale dans la métropole et dans les colonies ; la volonté de forger l'espace était inscrite dans la structure génétique du régime et la constitution de l'empire a exacerbé le lien entre le régime même et la production des nouveaux espaces.

L'urbanisme, en tant que discipline formalisée, se développe dans la période de l'entre-deux guerres. En 1930 il y a la fondation de l'institut national d'urbanisme (INU) à la direction duquel fut nommé le très influent aménageur Alberto Calza Bini. Entre les plus connus architectes urbanistes, on ne peut pas oublier Marcello Piacentini et Gustavo Giovannoni qui, en pleine carrière opérationnelle et théorique, participent activement à la grande production d'études et de discours sur la planification urbaine. La conscience de la maîtrise de l'aménagement urbain et rural, donnait au régime une sorte de raisonnable confiance dans la future et dans sa capacité de produire, matériellement et intellectuellement, une nouvelle nation.

"Per fortuna i segni della rinascita sono quanto mai chiari e promettenti. è infatti in questo momento negli studi urbanistici italiani un magnifico risveglio, che, se nasce dall'opera fervida di pochi, si diffonde rapidamente nella viva massa dei giovani e trascina spesso con sé anche le amministrazioni comunali che fanno a gara a bandire concorsi nei piani regolatori delle città." (Giovannoni, 1931, p.5)

Des nouveaux territoires "fascistes" qui furent réalisés, une bonne partie desquels par une augmentation de la surface de colonisation agricole : des bonifications – surtout en Italie – et des nouvelles structures de propriété agraire qui prévoyaient une distribution des terres aux colons ; sans pourtant pouvoir parler de réforme agraire. Des nouvelles villes et des nouveaux villages se fondaient, dans la mère patrie comme dans les colonies, et ces nouveaux territoires – urbains et ruraux, drainés ou irrigués – deviennent des *media* pour communiquer les idéaux du nouvel ordre mais aussi pour le montrer sous une forme matérielle et compréhensible.

Le nombre de nouvelles implantations est la source, aujourd'hui, d'une petite querelle sur leur quantité réelle et effective. Si on ne reste que dans les réalisations sur le territoire national de l'époque (avec, donc, la ville de Fiume, l'Istrie et la Dalmatie) on passe des 12 villes nouvelles considérées par Diane Ghirardo et Kurt Forster en 1985 à 130 listées par Antonio Pennacchi en 2003.

Ces deux estimations sont inexactes dans leur construction ; la première parce qu'elle ne considère que les villes les plus grandes et connues et la seconde parce qu'elle utilise une latitude excessive dans les caractères qui élèvent toutes réalisations, même minime, au rang de ville. Cependant, il n'existe pas une estimation globale et fiable des réalisations qui considère aussi bien les produits sur le sol national et ceux dans les colonies.

Dans les territoires d'outremer, mais aussi à l'intérieur des confins nationaux, la subjugation des nouvelles terres était une des composantes du mythe de l'instauration d'un "nouvel empire romain". La constitution de ce mythe suit la première suggestion, qui date de la période pré fasciste, mais qui ne fut appliqué réellement qu'à l'époque fasciste.

L'archéologie fut utilisée comme instrument pour la construction du mythe impérial et pour sa légitimation ; la vitesse dans la mise en place de fouilles et des services du patrimoine dans les territoires conquis de la Méditerranée n'est pas accidentelle.

Le calendrier libyen n'est qu'un exemple. À la suite de la prise de Tripoli à la fin du 1911, le Ministère des colonies ouvre le service des antiquités (*soprintendenza*) en 1913 qui commence immédiatement les fouilles à Leptis Magna et à Cyrène et travaille aussi à la mise en place d'un inventaire. Le décret royal 1271 du 29 Septembre 1914 donne une consistance juridique au premier inventaire du patrimoine de la Libye italienne (constitué, pour la plus part de ruines romaines), et en 1921 s'ouvre les fouilles de Sabratha. Tout cela s'est déroulé c'était avant la prise de pouvoir du régime fasciste, en octobre 1922.

L'usage s'amplifie et une vision claire du rôle de l'archéologie et de l'architecture dans le système sémantique de propagande se manifeste dans la lettre que le gouverneur de la Libye Italo Balbo, écrit le 31 décembre 1934 à Giacomo Guidi *soprintendente* – responsable du service des antiquités :

"non v'è dubbio che la ricostruzione di opere monumentali colpisce la fantasia della massa dei visitatori più del frammento archeologico che pur forma la delizia degli studiosi, ed Ella comprende agevolmente quale importanza sia dal punto di visto politico che turistico riveste il fatto di poter suscitare così vasta impressione tra tutti coloro, italiani e stranieri, per i quali la visita agli scavi è maggiormente fonte di diletto che non di erudizione" (Sangiovanni, 1993, p.93)

La volonté politique d'utiliser l'imaginaire architectural en tant que support de communication était claire. À côté du patrimoine ancien de l'Empire Romain, les nouvelles implantations peuvent jouer un rôle très important. Et effectivement les villes nouvelles et les villages agraires jouent leur rôle, en se transformant en canaux de communication et de propagande ; ils étaient en même temps des produits mais aussi des instruments et des moyens pour communiquer et divulguer l'idéologie et ses

réalisations. Les villes nouvelles et les villages nouveaux avec leurs charges rituelles et mythiques, fonctionnent aussi en tant que panneaux publicitaires pour montrer le parcours vers l'ère nouvelle.

Finalement, ces dernières implantations - surtout celles agricoles - naissent avec, entre autres, le rôle monumental de la représentation du pouvoir. Pour agir dans ce rôle, le langage symbolique de la construction architecturale et urbaine fut renforcé. Dans un pays qui comptait un grand pourcentage d'analphabètes et qui avait conservé, grâce au catholicisme, une habitude consolidée à la communication par la représentation architecturale et artistique, le langage iconographique fut élevé en puissance.

Le choix du rural

L'Italie est un pays historiquement caractérisé par un développement urbain élevé, cependant le gouvernement fasciste considérait le développement rural comme prioritaire. En effet, encore dans les années 1920, une large partie du pays était loin d'être développé et la pauvreté de certaines zones rurales fait penser à la nécessité d'une augmentation des terrains mis en production pour améliorer les conditions économiques et sociales des ruraux.

La coalition entre les nécessités agricoles et l'intérêt pour l'expansion territoriale eut comme réponse logique, le drainage des quelques terrains marécageux et la fondation de nombreux villages. L'Agro Pontino – une large zone marécageuse immédiatement à sud de Rome – était le plus important et le plus réussi des projets de développement ; mais celui-ci n'était pas le seul des cas, plusieurs autres programmes ont été réalisés en Italie et dans les colonies. Le pays avait une évidente nécessité de développer le secteur agricole : de nouvelles exploitations et des nouvelles implantations agricoles dans le futur empire étaient la réponse.

Une partie considérable des positions du parti fasciste à propos des priorités agricoles – et démographiques, car les deux questions étaient assez liées entre elles – sont résumés dans le discours que Benito Mussolini prononça à la Chambre des Députés le 26 mai 1927, connu comme "discours de l'Ascension". Ce discours, qui n'est pas une bible de la pensée fasciste, englobe des références aux priorités données au développement rural, en contraste avec le développement urbain et industriel.

"Questo ancora non basta. C'è un tipo di urbanesimo che è distruttivo, che isterilisce il popolo, ed è l'urbanesimo industriale

...

l'urbanesimo industriale porta alla sterilità le popolazioni; secondo che altrettanto fa la piccola proprietà rurale. Aggiungete a queste due cause d'ordine economico la infinita vigliaccheria morale delle classi cosiddette superiori della società.

vi spiegherete quindi come io non ammetta in Italia che le industrie sane, le quali industrie sane sono quelle che trovano da lavorare nell'agricoltura e nel mare"

(Mussolini, 1927)

Dans le même discours la question de la croissance démographique fut présentée car Mussolini et son entourage considéraient le nombre d'habitant en tant qu'indicateur direct du pouvoir d'une nation. Le théorème démographique fut à la base d'une stratégie conçue pour atteindre le résultat rêvé.

"l'Italia, per contare qualche cosa, deve affacciarsi sulla soglia della seconda metà di questo secolo con una popolazione non inferiore ai sessanta milioni di abitanti

...

Se si diminuisce, signori, non si fa l'Impero, si diventa una colonia!" (Mussolini, 1927)

Une outredesnombreusesphrasesque le dictateurprononçait, en 1928 : *"In un'Italia tutta bonificata, coltivata, irrigata, disciplinata, cioè fascista, c'è posto e pane ancora per dieci milioni di uomini"*, clarifie lecontextepolitique qui justifie la stratégiedesnouvellesimplantations. Une riche législation²et

² Nous rappelons ici le décret royal n. 3256/23 (D.R.L. du 30 décembre 1923, n. 3256), la loi "Serpieri" (18 mai 1924, n. 753), la loi sur la "bonificaintégrale" (24 décembre 1928, n. 3134) et le décretroyal n. 215/33 (R.D.L. du 13 février 1933 n. 215).

un considérable investissement financier déclenchait et poussait la récupération des terrains marécageux.

Cette politique de récupération de territoires pour et par l'agriculture représentait aussi une base fiable pour la légitimation du fascisme lui-même, la politique agricole fut un lien positif avec une large masse de population qui vivait en condition de pauvreté et d'écart par rapport à la structure économique nationale.

La volonté de combiner les priorités de la ruralité et de la croissance démographique fut poussée par une puissante machine de propagande. Le dictateur lui-même apparaît à la tête des agriculteurs pour la "bataille du blé", une campagne pour l'augmentation de la production nationale, et une taxe fut appliquée aux célibataires. En effet, dans les décennies fascistes, la croissance démographique directe fut supérieure dans les campagnes que dans les zones urbaines.

Il est possible retrouver plusieurs lectures qui considèrent l'intérêt du régime pour le développement rural comme une sorte de tentative pour limiter les échanges et les éventuels émeutes sociales contre le gouvernement.

Les propositions des années 1930.

Le régime fasciste relisait un nombre énorme de nouvelles réalisations, nouveaux édifices mais aussi des plans urbains pour les villes italiennes, compris les trois pôles majeurs : Rome, Naples et Milan. En même temps, de nouveaux plans furent proposés et partiellement réalisés dans les possessions et dans les colonies, comme ceux pour AddisAbeba, Rhodes et Tirana.

Si on considère les nouvelles fondations consacrées principalement aux nécessités agricoles, le régime réalisa des villes, des villages mais aussi des petits centres de services directs. Je voudrais m'échapper de la polémique qui existe autour du comptage et du statut des différentes réalisations.

Le concept de base qui soutient ces réalisations est l'organisation et la mise en fonction d'un système de contrôle et d'exploitation de certains territoires ruraux. L'intérêt politique était la domination de nouveaux territoires avec une série de nouvelles structures qui consentent de mettre en pratique la représentation de l' "homme fasciste".

Une vision pragmatique suggère le choix d'une division des installations en trois rangs - les villes, les villages et les agglomérations secondaires – tout en sachant que je n'ai pas la nécessité ici de les identifier. Considérer toutes les implantations en tant que villes produit une définition très confuse (Pennacchi, 2003) et considérer uniquement les villes les plus grandes et connues (Mariani, 1978 mais aussi Ghirardo et Forster, 1985) en refusant d'examiner le réseau des petites noyaux, produit une base de lecture excessivement réduite qui perd des caractères non insignifiants.

Au-delà de ça, la plus part des réalisations l'ont été dans les années 1930 ; en 1940 l'Italie rentre en guerre et les activités de construction ralentissent. Le régime que les avait conçues s'écroule en 1943, chose qui bloque la mise en œuvre de l'agenda prévu et la complexité territoriale n'arrive pas à s'accomplir complètement dans une seule décade.

Pour analyser l'architecture et l'urbanisme de la dernière période, avant la seconde guerre mondiale, il est nécessaire considérer deux éléments extérieurs : le développement du rationalisme et du style moderne et, à partir du 1936, l'embargo déclaré à l'Italie par la Société des Nations suite à l'invasion de l'Éthiopie.

La plus part des meilleurs architectes et urbanistes italiens étaient intégrés dans le système fasciste, ce qui amenait à un urbanisme et à une architecture de grande qualité.

"Non è mai esistita, di fatto, un'opposizione al regime fascista operata dagli architetti italiani attivi tra il Venti e il Quaranta, anzi, se mai, fu vero proprio il contrario: si attiva una specie di rincorsa per raggiungere ... Futuristi, razionalisti, classicisti, novecentisti ... una posizione di predominio e di relativo monopolio culturale" (Muratore, 2002, p. 20).

En ce qui concerne la fondation des villes et des exploitations agricoles on peut aussi trouver que : *"Gli anni '20 del nostro secolo testimoniano di una profonda cesura rispetto all'architettura tradizionale, ma in Italia la tradizione subì una ben calcolata riformulazione, con una singolare mescolanza di moderno e di tradizionale in architettura e in urbanistica."*

Di tale fenomeno Littoria e Guidonia costituiscono esempi particolarmente efficaci, con tipi storici identificabili, abilmente riadattati per seguire criteri urbanistici moderni, inseriti in nuove versioni di vecchi prototipi."

...

architettura e urbanistica sono vincolate a forme e schemi urbani tratti da tipi antichi o medievali ... non si può certo parlare di un'autentica modernità

...

Anche le città non erano vere città - nel senso di centri culturali, sociali, politici e commerciali - e non erano nella stessa misura in cui costituivano invece una parte integrante di una struttura amministrativa destinata a collegare i singoli agricoltori od operai alle organizzazioni fasciste e, attraverso queste ultime, agli indirizzi razionali del fascismo. (Ghirardo et Forster, 1985, aux pages 630, 631 et 670)

Dans ce texte, Ghirardo et Forster, présentent la lecture "traditionnelle" de la vision fasciste de la société rurale. Très loin de la réhabilitation du régime, nous proposons une lecture plus ouverte. L'organisation des territoires dans les périmètres agricoles de nouvelle réalisation suivent les structures archétypiques des municipalités rurales du nord Italien. Ces dernières sont dotées d'une structure de village qui est le centre social doté une place de service – place sur laquelle donnent les bâtiments représentant les catalyseurs sociaux, donc église, mairie, palais du parti ... – et une diffusion des installations résidentielles dans l'espace autour, consacré aux activités agricoles et d'élevage.

L'idée de propriété foncière rurale diffuse et produit une conception territoriale basée sur des noyaux de rencontre et de service encerclés par un large réseau de résidences familiales qui se diffuse sur un vaste territoire. La littérature des années 1970 considérait la proposition de l'extension résidentielle mononucléaire dans les nouveaux territoires uniquement en tant que volonté de limiter les contacts et les possibilités d'agglomération sociale.

Les travaux publiés au cours des dix dernières années et les interviews que j'ai eu l'occasion de mener avec des ex-habitants des villages Libyens et des habitants de la province de Latina m'ont poussé à relativiser cette lecture. Il est effectivement possible de les considérer comme une reproduction d'une conception territoriale assez répandue dans le pays, mélangée avec le mythe de la "joueuse famille nucléaire campagnarde".

Les configurations traditionnelles liées au système de production, et surtout les nécessités provenant dans l'élevage du bétail, ont produit une société qui a développé une série de contacts sociales de voisinage strict pendant la semaine de travail pour se rencontrer de façon hebdomadaire dans les "bourgs". Les liens de proximité sont naturellement moins forts que ceux développés dans les milieux industriels et ouvriers.

Il y a des lieux dans lesquels il s'est produite une concentration de nouveaux sites de fondation agricoles et notamment trois en Italie – Agro Pontino, Sicile centrale et Puglia septentrionale – et dans la partie nord de la Libye. La même stratégie s'est répandue en AOI (l'Afrique Orientale Italienne), en Albanie et en Grèce, mais ces expériences ont eu une expansion inférieure. On trouve une certaine concentration de villes nouvelles en Sardaigne mais la plus part d'elles sont consacrées aux activités minières, comme celles dans l'actuelle Croatie (l'exploitation agricole de Mussolinia di Sardegna, aujourd'hui Arborea, est une exception, mais elle fut fondée avant la prise du pouvoir du parti fasciste et elle a une structure urbaine plutôt "fin de siècle" et un style architectural éclectique)

La bonification la plus vaste et de majeur succès a été le drainage de l'Agro Pontino grâce à la combinaison dans cette intervention d'un importantes savoir-faire, de la conséquence des investissements et de la position géographique. Il n'est pas à négliger le développement de la zone dans l'après-guerre.

La plus importante des villes nouvelles est l'actuelle Latina – née avec le nom de Littoria -, désormais la deuxième ville du Lazio après Rome. La conception de son plan urbain est de l'architecte Oriolo Frezzotti et la ville fut inaugurée directement par Benito Mussolini le 30 juin 1932. L'artiste écrivain Filippo Tommaso Marinetti – le père du Manifeste du Futurisme – utilisait les termes de "scène biblique" et de "vitesse fasciste" pour décrire l'inauguration.

La ville représente en soi le plus important résultat de l'action de l'ONC (Opera Nazionale Combattenti, une organisation pour l'aide aux ex-militaires de la première guerre mondiale). Elle se présente avec un schéma urbain assez traditionnel basé sur trois places et une panoplie de

bâtiments de représentation. Latina/Littoria a été conçue en tant que centre administratif et fonctionnel du périmètre conquis à la palude et elle joue pleinement son rôle.

Plusieurs villes ont été fondées dans le territoire conquis avec la vaste opération de drainage, dont Sabaudia, ville dédiée à la famille royale et fondée par Mussolini en août 1933. Après quelques indécisions autour de l'acte de fondation de Littoria, le gouvernement a compris sa valeur mythique et la présence du *Duce* qu'au lieu d'être au moment de l'inauguration, marque celui de la pose de la première pierre. Le plan urbain de cette deuxième ville est un produit de l'urbaniste très connue Luigi Piccinato, en coopération avec G. Cancellotti, E. Montuori et A. Scalpelli et il est moins imposant de celui de Latina.

Autour de ces deux villes, 19 petites villes et villages sont nées dans le cadre du même programme de conquête de terrain agricole. Ce périmètre est maintenant habité par environ 230 000 d'habitants lors qu'en 1921 ils n'étaient que 7 667 ; la croissance est de plus du 3 000% (Pennacchi, 2003) et montre la réussite de l'opération.

L'expérience de l'Agro Pontino fut une référence incontournable pour les autres cas italiens, Puglia, Sicile et Sardaigne, mais aussi pour les cas dans les colonies.

La Libye avait une position spéciale dans la colonisation italienne et aussi dans la fondation des nouveaux villages. L'usage agricole des terres fut considéré immédiatement comme le noyau principal des activités dans la colonie et un système de concessions privées et publiques fut réalisé. À cause de difficultés dans la conquête militaire du territoire et de la complexité de la mise en place des procédures pour l'installation, les exploitations agricoles étaient peu nombreuses et principalement composées par des fermes capitalistes à production extensive. À partir des années 1920 le gouvernement colonial produit un considérable investissement infrastructurel afin de créer les conditions pour accueillir un large nombre de personnes dans la colonie.

La stratégie de colonisation publique introduit un système de passage de propriété de la terre aux agriculteurs avec une clause de réméré sur la longue durée (de 15 à 25 ans). Les acteurs principaux de cette stratégie furent les organismes publics de colonisation, ceux de Cyrénaïque et Tripolitaine qui ont ensuite fusionné dans l'ECL, l'Ente Colonizzazione della Libia.

Le recensement de 1937 montrait une population agricole italienne en Libye de 12 288 personnes, composé de 2 771 familles. 80% de ces familles travaillent directement la terre et environ 700 familles étaient localisées dans les nouveaux terroirs aménagés par les organismes de colonisation. La situation changeait radicalement avec l'opération massive organisée par le gouverneur Italo Balbo et dénommée *Ventimila*.

Dans les anniversaires du 1938 et du 1939 de la Marche sur Rome (le 28 Octobre 1922), 30 000 colons arrivèrent en Libye et furent emmenés à leurs villages. Il s'agit du majeur des opérations dans la colonie et elle a couvert 133 000 hectares. Le nombre des familles d'agriculteurs passait de 331 en 1930/31 à 6 166 en 1940, au même temps les maisons familiales agricoles passaient de 347 à 5 752. Dans ce contexte, les familles de natives qui vivaient dans les villages conçues pour eux n'étaient que 131 en 1939 (IAC, 1946).

Il y a eu la fondation de 38 nouveaux villages entre 1933 et 1940 (Gresleri, 1993, p. 310) ; la plus part d'entre eux est constitué d'une place symbolique, représentant le cœur du village et de l'exploitation agricole. D'habitude, sur la place donnaient l'école, l'église, un épiciers, le(s) bureau(x) de police et celui/ceux du parti fasciste. Les maisons familiales des agriculteurs étaient, en Libye aussi, dispersées dans les champs, sur le terroir de référence et de future propriété de chaque famille.

La production coloniale des villages utilise des structures urbaines et architecturales très similaires à celles qui se développaient en Italie au même temps. La plus part des constructions étaient une combinaison entre le moderne/modernisme, le mythe de l'ordre fasciste et l'idée de la maison méditerranéenne "typique". Les références, tant en colonie que dans la mère patrie, aux travaux de la peinture métaphysique est incontournable et inoubliable. Seulement quelques-uns de villages s'éloignent des références, comme le village D'annunzio, avec son toit en tuiles qui suggère plutôt des liens avec une tradition et un savoir-faire de l'Italie centrale et de la plaine du Pô.

Après la guerre : le regard difficile sur un passé

L'interférence entre le mythe de la conquête, le *modern style* et le *geniushistorici* donna vie à des artefacts architecturaux et urbains très singuliers. La combinaison a produit des modèles territoriaux qui, nonobstant leur similarité, se sont rapidement trouvés dans des différents pays, dans des différentes structures administratives et politiques. La défaite italienne dans la seconde guerre

mondiale a poussé ces villages dans plusieurs nations (Italie, Grèce, Libye, Albanie, Yougoslavie/Croatie/Slovénie et l'ancienne AOI) qui ont produit une pluralité de statuts d'héritage culturelle.

L'intérêt pour l'héritage était directement connecté aux événements politiques. La référence culturelle des villages de fondation et de la période coloniale reste strictement liée à son moment d'expansion maximale : ils étaient chargés d'une tâche identitaire et ils étaient des moyens d'expression de la période fasciste. Finalement ils étaient considérés, et ils restent considérés en tant que conteneurs politiques.

Immédiatement après la fin de la guerre mondiale, la situation politique italienne n'était pas claire. Une large partie des représentants politiques étaient intéressés à la conservation de l'aventure coloniale et ils essayaient de conserver les colonies, que seul le parti communiste condamnait. Entre le 25 avril 1945 – la date officielle de la fin de la guerre en Italie – et le 2 juin 1946 – date du référendum qui a légitimé le passage du royaume à la république – les questions coloniales furent intégrées dans le discours national de reconstruction. L'évidence de la défaite fut la remise en question des frontières avec la perte des colonies et le transfert d'une partie du territoire national à la Yougoslavie. La domination territoriale restait un caractère spécial du fascisme.

La double défaite – militaire et diplomatique – était complètement mise à la charge du régime mussolinien et l'oubli, sinon le refoulement, fut la solution la plus facile pour régler les questions. La séparation nette avec le royaume – séparation qui laissait des larges espaces de perméabilité – s'est réalisée avec la négation d'une partie du passé et d'une partie de sa douloureuse mémoire.

La relation avec les villes et surtout les villages de fondation devient vague ; l'usage de ces lieux en tant que support pour la propagande dans le *Ventennio* produit un effet contraire après la chute du régime et même le monde scientifique s'éloigne de ces thématiques trop caractérisées politiquement.

La référence de R. Mariani, qui se base exclusivement sur les villes nouvelles, peut s'élargir au cadre entier des villages et petits centres de fondation fasciste.

"Tuttavia, mentre lo stato fascista sfruttava al massimo il potenziale propagandistico rappresentato dalle città nuove, gli storici sono stati per lungo tempo riluttanti a studiarle correndo il rischio persino, di avallare un regime totalmente sureditato. Motivi politici ne decretano la fondazione, e motivi politici ne hanno sancito, per quasi quarant'anni, una pressoché totale misconoscenza" (Mariani, 1978).

À cause de la distance temporelle qui s'est désormais creusé et des changements politiques qui sont intervenus dans le panorama italien, la mémoire est en train de (re) découvrir cette expérience. Dans les deux dernières décennies du XX^e siècle l'intérêt pour l'aventure coloniale italienne a grandi. Les archives s'ouvrent finalement aux historiens – les archives italiennes ont, en général, une période de respect de 50 ans -, on voit la production bibliographique augmenter en quantité et surtout en qualité et il est finalement socialement permis de redécouvrir une partie "interdite" du passé. Malheureusement cette redécouverte passe souvent par l'invention d'une histoire improbable, à l'usage d'une nécessité politique immédiate.

Bibliographie

BESANA, R., CARLI, CF., DEVOTI L. et PRISCO, L. (sous la direction de). (2002). *Metafisica costruita: le città di fondazione degli anni Trenta dall'Italia all'Oltremare*, Milan : Touring Club Italiano.

CRESTI, F. (1999). "Projet social et aménagement du territoire dans la colonisation démographique de la Libye(1938-1940)", Correspondances de l'IRMC n. 58, édition web.

FULLER, M. (1997). "Les chantiers de la colonisation : l'architecture, l'urbanisme et la création de la société moderne dans les colonies italiennes 1869-1943" Correspondances de l'IRMC n. 44, édition web.

GHIRARDO, D. et FORSTER, K. (1985). "I modelli delle città di fondazione in epoca fascista" in DE SETA, C. (sous la direction de), *Insedimenti e territorio*, Turin : Giulio Einaudi Editore.

GIOVANNONI, G. (1931). *Vecchie città ed edilizia nuova*, Rome : Istituto Nazionale di Urbanistica.

- GRESLERI, G., MASSARETTI, PG. et ZAGNONI, S. (sous la direction de). (1993). *Architettura italiana d'oltremare 1870-1940*, Bologne : Marsilio.
- GRESLERI, G. (1993). "La Libia Felix e i contadini di Balbo" in GRESLERI, G., MASSARETTI, PG. and ZAGNONI, S. (sous la direction de). *Architettura italiana d'oltremare 1870-1940*, Bologna : Marsilio, pp. 303-313.
- ISTITUTO AGRICOLO COLONIALE.(1945). *Some data on Italianactivities in the colonies*, Florence: Istituto Agricolo Coloniale.
- LABANCA, N. (2000). "Imperi immaginati. Recenti cultural studies sul colonialismo italiano", Studi Piacentini, n.28.
- MARIANI, R. (1978). "Le città nuove del periodo fascista. Com'erano, perché furono costruite, come sono adesso", *Abitare* 7, (1978), pp. 76-91.
- MURATORE, G. (2002). "La Città italiana del Novecento: un patrimonio europeo", in BESANA, R., CARLI, CF., DEVOTI L. and PRISCO, L. (sous la direction de), *Metafisica costruita: le città di fondazione degli anni Trenta dall'Italia all'Oltremare*, Milan : Touring Club Italiano.
- MUSSOLINI, B. (1927). *Discorso dell'ascensione*, Rome: Camera dei Deputati, 26 mai 1927
- ORAGNO, P. (1937). *Le direttive del Duce sui problemi della vita nazionale : I Lavori Pubblici*, Roma: Ministero dei Lavori Pubblici.
- PASTORELLI, L. (2000). "Una precoce decolonizzazione. Stampa e ambienti coloniali italiani nel secondo dopoguerra (1945-1949)", Studi Piacentini, n.28.
- PENNACCHI, A. (2003). *Viaggio per le città del Duce*, Milan : Terziaria.
- SANGIOVANNI, O. (1993). "Roma nel deserto: ricerca archeologica in Libia" in GRESLERI, G., MASSARETTI, PG. and ZAGNONI, S. (sous la direction de.), *Architettura italiana d'oltremare 1870-1940*, Bologne : Marsilio, pp. 89-100.